

1 **Des réponses de gauche à la crise**

2

3 La pandémie du coronavirus a fait des centaines de milliers de victimes dans le monde et a
4 considérablement accéléré le déclenchement d'une crise économique mondiale. Au
5 Luxembourg également, les mesures de sécurité ont plongé de nombreuses personnes dans
6 une situation de détresse existentielle et ont aggravé les inégalités sociales qui existaient
7 auparavant dans notre société. Ainsi les personnes à faible revenu ont dû et doivent encore
8 faire face pendant des mois au chômage partiel et donc à une baisse de leurs revenus. D'une
9 manière générale, ce sont surtout ceux qui vivent de leur travail qui sont confrontés à des
10 craintes existentielles, tandis que les détenteurs de capitaux sont beaucoup moins touchés
11 par la crise économique. Alors qu'un grand nombre de petits entrepreneurs et de particuliers
12 ne savent pas comment payer leur loyer, les bailleurs persistent sur leur revenu. L'inégalité
13 entre les sexes s'est également accentuée ces derniers temps. Ce sont surtout des femmes
14 qui travaillent dans les professions dites "d'importance systémique" et qui ont été en
15 première ligne pendant la crise sanitaire. En même temps, elles ont dû concilier leur travail
16 avec la garde d'enfants et l'école à domicile.

17 Le Luxembourg se trouvait déjà en pleine crise sociale avant l'apparition du coronavirus. La
18 logique du système de production capitaliste veut que le capital investi, grâce à des profits
19 maximaux, génère de plus en plus de capital pour les propriétaires. Cette accumulation de
20 capital entre les mains de quelques-uns a pour conséquence que les détenteurs de capitaux
21 s'enrichissent au détriment des salariés. Alors que ce processus est régulièrement relativisé
22 et même justifié par les responsables politiques, il a fait croître les inégalités sociales au cours
23 des dernières années et décennies. Aussi, déjà avant la pandémie, un nombre croissant de
24 personnes, en particulier des femmes, se sont retrouvées dans des emplois précaires. La
25 conséquence en est une augmentation constante du risque de pauvreté, du pourcentage de
26 travailleurs pauvres ainsi que de la pression et de la peur individuelle d'être soi-même perdant.
27 Il faut s'attendre à ce que tous ces facteurs continuent de gagner en importance au cours des
28 prochains mois.

29 La crise économique qui menace ne doit pas faire oublier un autre danger. Les risques liés au
30 dérèglement climatique sont connus depuis une trentaine d'années, mais les responsables
31 politiques n'ont pas encore changé de mentalité. Il est de moins en moins probable que l'on
32 puisse encore limiter l'augmentation des températures à 2°C, sans parler de 1,5°C. La
33 dégradation de la biodiversité a également pris des proportions inquiétantes. Une fois que le
34 système écologique aura été déséquilibré, les conséquences seront inimaginables: faim,
35 maladie, guerre. Mais déjà aujourd'hui, beaucoup de gens souffrent des conséquences du
36 changement climatique, de la sécheresse et des inondations, du manque de ressources
37 naturelles et de la destruction de leurs moyens de subsistance. Avec le ralentissement de
38 l'économie et la mobilité réduite due à la pandémie, les émissions de CO2 avaient fortement
39 diminué pendant cette période. Dans le même temps, il existe un risque que l'on tente ensuite
40 de relancer l'économie à tout prix. Dans ce cas, les préoccupations environnementales ne
41 doivent en aucun cas être reléguées au second plan, mais elles doivent continuer à être prises
42 au sérieux.

43 déi Lénk constate avec regret que le gouvernement ne parvient pas à saisir tous ces
44 problèmes en tant que problème global et à les traiter comme tel. Il se limite principalement
45 à mettre en œuvre une politique symbolique : aide financière à l'achat de voitures électriques,
46 augmentation minimale du salaire minimum de 0,9 %, etc. Une approche cohérente se fait

47 attendre. Le gouvernement reste d'avis que le libre marché est le meilleur régulateur et il
48 préfère miser sur la responsabilité individuelle plutôt que sur des règles claires. Il se gêne
49 notamment à soumettre l'octroi d'une aide financière directe et des garanties d'État pour
50 prêts du fait de la crise du coronavirus, à des conditions sociales et environnementales.

51 La politique prévue dans l'intérêt des entreprises et du statu quo ne fera qu'aggraver la
52 situation au lieu de l'améliorer. Car il est évident que les nombreuses crises que nous
53 traversons aujourd'hui sont dues non pas au hasard, mais à la manière d'agir en matière
54 économique. La surproduction et la mondialisation qui s'accompagnent de voies de transport
55 d'une longueur inacceptable, aggravent le changement climatique et contribuent à
56 l'appauvrissement de la biodiversité. Et ce sont précisément la surproduction, la perte de la
57 biodiversité et l'intrusion de plus en plus profonde dans les habitats naturels restants des
58 animaux sauvages qui facilitent la transition de nouvelles maladies à l'homme et donc
59 l'apparition d'épidémies.

60 Il est évident aussi que chaque crise aggrave les inégalités sociales au sein d'une société.
61 Or plus les inégalités sont faibles, plus les services publics et les infrastructures sont
62 importants, plus une société est résiliente.

63

64 Le système agricole intensif actuel, qui résulte de la politique agricole commune européenne
65 des 60 dernières années n'est pas durable, ni économiquement, ni écologiquement. Il
66 implique une consommation importante en ressources et en énergie, des coûts externalisés
67 énormes et essentiellement une perte massive de la biodiversité. La transition vers une
68 agriculture durable, tournée vers le marché régional et qui préserve les ressources naturelles
69 demande qu'on attribue à l'agriculture une importance accrue dans le développement
70 économique et qu'on libère les moyens publics nécessaires à cet objectif.

71 Pour déi Lénk, il est donc clair que le changement climatique et les inégalités sociales doivent
72 être contrés parallèlement par des décisions politiques courageuses afin d'éviter que la crise
73 économique imminente ne se transforme en une crise sociale profonde. Il faut un
74 changement fondamental de politique pour donner plus de marge de manœuvre aux
75 pouvoirs publics.

76 Nous ne pourrons surmonter la crise sociale et environnementale tant que nous resterons
77 attachés au dogme de la croissance économique permanente. Alors que ce dogme fait
78 toujours consensus, elle ne peut être durable, car elle repose sur l'exploitation sans réserve
79 des ressources naturelles et humaines pourtant limitées.

80 Dans la lutte contre le changement climatique, le gouvernement mise sur ce que l'on appelle
81 « capitalisme vert » afin de maintenir la spirale de la croissance : à l'aide du progrès technique,
82 les processus de production deviendraient plus économes en énergie et donc plus
83 respectueux de l'environnement. Malgré la foi qu'on peut avoir dans le progrès technique, il
84 est clair pour déi Lénk qu'on ne peut continuer à se baser sur la maximisation du profit et la
85 croissance sans relâche. Afin de réduire leurs coûts, les multinationales transportent par
86 exemple leurs marchandises sur plusieurs continents pendant le processus de fabrication
87 pour profiter des faibles normes écologiques et sociales. De telles stratégies ne peuvent être
88 stoppées qu'à l'aide de règles strictes qui incluent également une politique commerciale
89 durable et cohérente. Il est clair tout autant que la consommation actuelle d'électricité et
90 d'énergie ne peut être entièrement couverte par des ressources renouvelables. La
91 consommation doit être réduite grâce à une politique ciblée qui fixe des normes élevées lors

92 de l'installation de nouvelles branches économiques. Le conte de fées du progrès technique
93 fait abstraction du fait qu'une augmentation de l'efficacité énergétique est actuellement
94 annulée par une augmentation de la consommation (effet rebond). Il est donc important de
95 réduire la consommation effective à l'aide de règles et de lois claires.

96 Les problèmes fondamentaux qui menacent notre société ne sont pas des lois naturelles, mais
97 le résultat de décisions politiques. Depuis le début des années 1980, par l'intermédiaire d'une
98 politique de privatisation et de dérégulation, une part croissante du pouvoir de décision est
99 passée aux mains d'intérêts particuliers. Pour sortir du système en crise, il est indispensable
100 que les ressources (finances, énergie, etc.) et la création monétaire reviennent sous contrôle
101 public, afin d'élargir la marge de manœuvre politique.

102 Pendant les derniers trente années le pouvoir du capital financier est devenu le facteur
103 déterminant qui décide le cours du voyage. Sans un contrôle démocratique de ce pouvoir (les
104 banques et le secteur financier), aucune transformation démocratique et écologique de la
105 société sera possible. Tout particulièrement au Luxembourg, dont la place financière – sur
106 fond de dumping fiscal et réglementaire – est devenue une plaque tournante de l'exploitation
107 sans ménagement de l'homme et de la nature, les questions de propriété, de pouvoir et de
108 choix sociaux et démocratiques s'imposent. Et elles sont brûlantes, puisque notre économie
109 dépend pour un tiers du secteur financier.

110

111 Au cours des dernières années, déi Lénk a élaboré un grand nombre de propositions
112 susceptibles de déclencher un tel changement de politique. La crise du coronavirus a
113 réaffirmé la nécessité de changements fondamentaux. Sans aborder toujours les grandes
114 questions idéologiques, des changements ponctuels peuvent aussi faciliter la vie de beaucoup
115 de personnes.

116 Pour réduire les inégalités sociales dans le pays, il faut répartir plus équitablement la richesse
117 créée. C'est pourquoi déi Lénk est favorable à une réforme fiscale qui allège la charge pesant
118 sur les ménages qui travaillent et qui pèse davantage sur les revenus du capital et sur les
119 grandes entreprises.

120 Une autre forme de répartition des richesses créées doit être obtenue par une réduction
121 générale du temps de travail sans perte de salaire. Dans une société où les gens sont de plus
122 en plus sous pression, où les dépressions gagnent en ampleur et où le temps qui peut être
123 consacré à la vie privée se réduit, il est indispensable de libérer les gens d'une partie de la
124 charge de travail. En outre, la crise économique imminente va entraîner une hausse du
125 chômage dans les prochains mois. Cela implique que la charge de travail doit être répartie
126 plus équitablement et que, dans le même temps, il y ait suffisamment de main-d'œuvre pour
127 occuper les emplois supplémentaires à créer dans des secteurs spécifiques (soins, santé, etc.).
128 Dans ce sens, la réduction du temps de travail est une mesure sensée à la fois du point de vue
129 social et économique. Elle atténue le chômage pendant la crise et contribue au financement
130 des retraites au-delà de la crise. Elle est également nécessaire pour lutter contre la
131 surproduction due à l'augmentation constante de la productivité pour des raisons sociales et
132 environnementales et pour aller vers une société post-croissance.

133 Pour faire face à la terrible pénurie de logements, il est indispensable que les pouvoirs publics
134 créent eux-mêmes les logements nécessaires. Il faut également combattre la spéculation sur
135 les logements vacants et les terrains à bâtir par une taxe spéciale et, à terme, renforcer la

136 protection des locataires. À cet égard, déi Lénk a déposé au Parlement deux propositions de
137 loi visant à limiter efficacement le montant des loyers et, surtout, à simplifier l'accès aux
138 logements locatifs. Jusqu'à présent, les partis gouvernementaux ont ignoré ces propositions.
139 Comme l'urgence actuelle pousse de plus en plus de personnes vers la pauvreté, la lutte
140 contre la pénurie de logements restera à l'avenir une priorité sur l'agenda de déi Lénk. Dans
141 ce contexte, déi Lénk continue de soutenir les formes alternatives d'habitat et s'oppose
142 fermement à la politique contre les communautés d'habitation de la majorité CSV-Déi Gréng-
143 DP à Esch.

144 Afin de permettre le passage aux énergies renouvelables, déi Lénk entend mettre la politique
145 énergétique au service de la collectivité et sortir des sources d'énergie fossiles et nucléaires.
146 Un programme ambitieux d'isolation thermique des bâtiments résidentiels, qui doit soutenir
147 financièrement en priorité les familles à faible revenu et s'appliquer en particulier aux
148 logements locatifs, doit contribuer à réduire les besoins en énergie.

149 Le système éducatif doit également être rénové de fond en comble afin d'éliminer les
150 inégalités sociales au lieu de les reproduire. Du point de vue de déi Lénk, l'un des instruments
151 les plus importants est l'introduction d'une école pour tous, fondée sur l'apprentissage en
152 commun de 4 à 16 ans (C1 à 4ème). Il s'agit de favoriser l'apprentissage en commun jusqu'à
153 la fin de la scolarité obligatoire des élèves. Pendant le confinement, il est devenu évident que
154 les enfants issus de milieux culturellement et socialement défavorisés étaient
155 particulièrement désavantagés. Cette situation a renforcé un problème bien connu du
156 système scolaire luxembourgeois, à savoir l'influence excessive du foyer parental sur le succès
157 scolaire des enfants. Afin de garantir les mêmes chances d'éducation pour tous les enfants,
158 l'apprentissage doit avoir lieu principalement à l'école. Cet objectif peut être atteint
159 notamment par des écoles à journée continue.

160 Toutes ces revendications sont réalisables et amélioreraient beaucoup de choses. Elles
161 doivent toutefois être soutenues par la grande majorité de la société. Si nous voulons amorcer
162 un véritable changement politique pour sortir de la crise sociale actuelle, il ne suffit pas de
163 dicter des changements d'en haut. Il s'agit plutôt de créer un rapport de forces progressiste
164 au sein de la société, qui permette des changements politiques de grande ampleur. Un facteur
165 important est la mobilisation de la société civile dans des manifestations de rue en faveur
166 d'une autre politique. Les actions et manifestations de "United for Climate", la première grève
167 nationale des femmes et la manifestation "Black lives matter", ainsi que le piquet de
168 protestation contre le vote du CETA au Parlement pendant le confinement en constituent des
169 exemples. Les changements doivent être élaborés en collaboration avec les gens, au lieu de
170 leur être imposés. Nous devons évoluer vers une société plus démocratique, dans laquelle
171 chaque personne dispose d'une voix indépendamment de l'âge, de la nationalité et du porte-
172 monnaie. déi Lénk continuera donc à s'engager en faveur du droit de vote pour tous les
173 résidents dès l'âge de 16 ans, mais aussi pour de nouveaux espaces de participation
174 démocratique.

175 déi Lénk assumera la tâche de collaborer avec toutes les personnes concernées et intéressées
176 pour esquisser une société durable et solidaire et pour montrer quelles décisions politiques
177 peuvent mener vers cet objectif.

178 déi Lénk assumera la tâche de collaborer avec toutes les personnes concernées et intéressées
179 pour esquisser une société durable et solidaire et pour montrer quelles décisions politiques
180 peuvent mener vers cet objectif.

181

182 Dans cette perspective, le congrès du 20 septembre adopte la motion suivante :

183

184 Le congrès national 2020 de déi Lénk

185 considérant ce qui suit:

- 186 - les inégalités sociales au Luxembourg ne cessent d'augmenter, tout comme le taux de
187 pauvreté et la proportion de la pauvreté dans l'emploi;
- 188 - le blocus dû à la pandémie du coronavirus et la crise économique qui en a résulté ont
189 renforcé et continueront à alimenter ces inégalités;
- 190 - le monde est confronté à une crise écologique qui met en péril la biodiversité et érode
191 les bases de subsistance de l'humanité;
- 192 - les crises sociales et environnementales se renforcent mutuellement et sont les
193 symptômes d'un système économique néolibéral basé sur la maximisation du profit et la
194 croissance sans fin ;
- 195 - le gouvernement ne semble pas avoir de stratégie claire pour sortir de ces crises;
- 196 - la propagande actuelle prétend qu'il n'existerait d'alternative au système économique
197 néolibéral actuel;
- 198 - la pandémie du coronavirus a fait prendre conscience que la politique actuelle mène dans
199 l'impasse et que nous devons repenser le système économique actuel;

200 invite la coordination nationale:

- 201 - à élaborer des propositions concrètes pour lutter contre la hausse du chômage et les
202 autres conséquences sociales de la crise;
- 203 - à porter dans le débat public au cours des prochains mois, les propositions concrètes de
204 déi Lénk pour lutter contre la crise du logement;
- 205 - à continuer de travailler sur des mesures précises visant à mieux répartir les revenus et
206 les richesses et à mettre à contribution les grands pollueurs au lieu de faire porter la
207 responsabilité sur les citoyens individuels;
- 208 - à se montrer solidaire et à soutenir des mobilisations sociales, écologiques, antiracistes
209 et féministes qui se créent dans la société ;
- 210 - à œuvrer en direction d'une stratégie de sortie du système économique actuel et d'une
211 vision claire d'une société plus équitable, plus libre, plus juste et plus durable.